



**CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires**

Lundi 9 décembre 2024

## **La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !**

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

### **La course des petits chevaux pour Matignon**

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

### **Fausse solutions des directions syndicales**

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licenciés et les travailleurs sur le carreau ?

Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

### **Une seule solution : notre mobilisation !**

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

## **Toujours pas d'accord !**

Malgré plusieurs journées de mobilisation, la direction veut passer son accord triennal, en prétextant qu'il a été négocié par les dirigeants syndicaux.

Quoi que puissent signer les alliés de la direction, on est des centaines à s'être mobilisés contre ces reculs. Et encore plus nombreux à ne pas céder au chantage de la direction qui prétend qu'il faut se sacrifier pour rivaliser avec la concurrence chinoise.

La colère est toujours là. Les salariés n'ont pas dit leur dernier mot.

## **L'accord ou la crise ?**

La direction espérait convaincre les salariés que son accord ferait leur bonheur, mais c'est raté. Alors les RH reviennent à la charge avec des arguments moins subtils : ils font la leçon aux CUET pour expliquer que si l'accord n'est pas signé, ce serait un cataclysme...

En réalité, tout ce cinéma de la direction sert seulement à justifier l'attitude des représentants syndicaux qui vont signer ce plan de régression sociale rejeté par de nombreux salariés. La CFDT, FO et la CFE-CGC sont tellement liés à la direction qu'ils vont finir par partager la même boîte mail.

## **Panne d'inspiration**

La direction ne cherche même plus à vanter les mérites du soi-disant « dialogue social » : elle prétend que sans signature de l'accord triennal, ce serait la crise. C'est ça ou le chaos : on dirait Michel Barnier quand il implorait les députés de ne pas voter la censure de son gouvernement.

Apparemment, les communicants patronaux manquent d'idées en ce moment pour nous vendre leur politique.

## **Hyvia : ce n'est pas aux salariés de payer**

A son lancement, Hyvia était présentée comme la technologie du futur avec ses utilitaires roulant à l'hydrogène. Mais l'avenir s'obscurcit pour les salariés. La co-entreprise fondée par Renault en 2020 sur un terrain de l'usine de Flins est au bord de la liquidation. Les patrons prétendent que l'Etat n'aide pas assez et que la fourniture d'hydrogène est insuffisante, ils vont donc passer à autre chose.

Mais quelles conséquences pour les salariés ? Les capitalistes n'en ont rien à faire, chez Hyvia ou chez Renault, c'est la même logique : ils multiplient les filiales, sélectionnent ce qui marche... et se débarrassent du reste. Ça doit être ça, la *start-up nation* de Macron.

## **Tavares : un licencié de haut vol**

Carlos : c'est à croire que ce prénom porte la poisse dans l'industrie automobile. Certes, Tavares n'aura pas besoin de s'enfuir au Liban comme son ancien supérieur à Renault puis concurrent Carlos Ghosn.

Mais le voilà sur la sellette, avec un sursis jusqu'en 2026. Lui qui avait tout bien fait pour ses maîtres actionnaires : fusion avec Fiat, fermetures d'usines et suppressions massives d'emplois en Europe et blocage des salaires... Certes il coûtait un peu cher : 3 millions par mois. Mais il rapportait tant ! Ce « psychopathe de la performance » avait poussé la marge bénéficiaire du groupe jusqu'à 14 %, en pressurant les salariés.

Et voilà le DG remercié par son coéquipier le président de Stellantis, John Elkann, petit-fils et héritier des Agnelli, les possesseurs de Fiat. Les actionnaires américains et la famille Peugeot l'ont laissé tomber, mais il ne part pas les poches vides. Aux travailleurs en lutte de dégager les prochains !

## **La diplomatie de la xénophobie**

A peine le régime de Bachar al-Assad effondré, certains pays européens annoncent déjà des mesures contre les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie. En moins de 24 heures, le Danemark, la Norvège, la Suède ou l'Allemagne ont décidé de geler les demandes d'asile des Syriens, la France dit y réfléchir, et les autorités autrichiennes envisagent de les expulser.

Après 10 ans d'opérations « anti-terroristes » contre Daesh, voilà qu'ils trouvent normal de renvoyer des migrants sous la coupe des islamistes de HTS, les héritiers d'Al-Qaïda qui ont pris le pouvoir en Syrie.

Pour ces grandes « démocraties » occidentales, les djihadistes sont fréquentables tant qu'ils permettent de contrôler les flux migratoires.

## **Décathlon : à fond le pognon**

La famille Mulliez a le sens du timing. Ces grands patrons possèdent une multitude d'entreprises comme Auchan, Décathlon, Kiabi, Saint-Maclou, Flunch... Leur enseigne de sport vient de verser un milliard d'euros de dividendes aux actionnaires (dont leur holding familial). Dans le même temps, la direction de Décathlon refuse d'augmenter les salaires au-dessus du SMIC de 2%, une quarantaine de restaurants Flunch sont liquidés et Auchan ferme des magasins et supprime 2400 postes.

Les salariés de Décathlon étaient en grève ce week-end pour dénoncer ce braquage patronal, tandis que ceux d'Auchan tentent de s'opposer aux licenciements.

## **A Gaza : frappe « chirurgicale » sur un hôpital**

Dans la nuit de vendredi à samedi, l'armée israélienne a mené une nouvelle attaque contre le complexe hospitalier Kamal Adouane. L'OMS venait de faciliter l'entrée d'une délégation médicale d'urgence, qui a reçu l'ordre de quitter définitivement les lieux. Dans le nord de Gaza, les 3 principaux complexes hospitaliers ne fonctionnent presque plus.

Les hôpitaux sont des cibles privilégiées de l'Etat israélien, dont la politique génocidaire vise à évincer les Palestiniens de Gaza et à coloniser la Cisjordanie.